

Instruction publique, Agriculture et Colonisation

L'hon. trésorier s'efforce ensuite de démontrer que son parti a plus dépensé depuis qu'il est au pouvoir pour l'Instruction publique, l'Agriculture et la Colonisation que ne l'ont fait les administrations conservatrices depuis 1892 à 1897. Cela paraît étrange sur les lèvres d'une personne qui représente un parti qui, lorsqu'il était dans l'opposition, ne cessait de trouver que les conservateurs dépensaient trop pour le service public. J'aurai l'occasion, d'ailleurs, dans le cours de mes remarques, de revenir sur ce sujet afin de contraster les déclarations du parti libéral lorsqu'il était dans l'opposition avec ses actes au pouvoir.

L'hon. trésorier adopte deux moyens nouveaux dans ses comparaisons. D'abord il ne se contente pas des chiffres que l'on trouve dans les comptes publics et dans les états annexés aux discours sur le budget sous les titres "Instruction publique, agriculture et colonisation," mais il glane ailleurs dans les comptes publics tout ce qu'il peut trouver se rattachant à ces sujets afin, sans doute, de grossir les chiffres ; et en second lieu il prend séparément les trois années de l'administration de M. Marchand et les trois années de l'administration actuelle, on l'a vu, et il établit la moyenne des dépenses sous ces trois chapitres pour chacune de ces administrations, la contrastant avec celle des paiements faits par le gouvernement conservateur depuis le 1er juillet 1892 au 30 juin 1897 pour les mêmes services. Il va sans dire qu'il conclut que le gouvernement libéral a plus dépensé que l'administration antérieure et ses chiffres disent que c'est sous l'administration actuelle que l'on a le plus dépensé. Pourquoi, puisqu'il voulait faire des comparaisons, ne s'est-il pas contenté de prendre la moyenne des six années du régime libéral et des cinq années du gouvernement conservateur ? Il a voulu sans doute arriver à une moyenne plus élevée en subdivisant les années du régime libéral. Mais, M. l'Orateur, vidons une fois pour toutes cette question des dépenses pour l'Instruction publique, l'Agriculture et la Colonisation.

Les promesses qu'on n'a pas tenues

L'Instruction publique

Il ne nous donne pas crédit pour l'acte 60 Viet. Ch. 3 par lequel nous avons approprié un million et demi d'hectares de terre afin de créer un fonds dont l'intérêt annuel s'élèverait à \$60,000, cette somme devant être employée pour l'éducation élémentaire. Par le même acte il fut décrété qu'en attendant que ce fonds produisit un revenu net annuel de \$60,000, \$50,000 pouvaient être prises, annuellement sur le fonds consolidé du revenu pour encourager l'éducation élémentaire. Or, en l'année 1896-97, ainsi que nous pouvons le voir en ouvrant les comptes publics de cette année, nous n'avons pu dépenser, sur cet octroi spécial que \$27,000, laissant une balance de \$23,000 non employée. Si je prends le chiffre représentant la somme dépensée par nous en cette même année pour l'Instruction publique, savoir, \$422,001.25, que j'y ajoute la somme de \$23,000 qui arrive au chiffre de \$445,000 pour cette année ; et si je prends le chiffre que nous donne le Trésorier pour l'année expirée le 30 juin 1903, savoir \$472,594.75, je ne trouve qu'une différence de \$27,594.75. Mais pour être juste à l'égard du gouvernement conservateur il faudrait tenir compte non pas seulement de \$50,000 mais de \$60,000 dont le fonds a été créé par l'acte 60 Viet. et dans ce cas la différence réelle ne serait que de \$17,594.75. Je me demande alors sur quoi porte cette augmentation.

En examinant les différents articles qui composent ce chapitre de l'Instruction publique dans les comptes publics de 1903 et dans ceux de 1897, je trouve que l'item principal n'a pas été augmenté, savoir, le crédit pour les écoles publiques, qui est resté au chiffre de \$160,000. Il y a une légère augmentation, il est vrai, pour l'éducation supérieure dont le chiffre est porté de \$78,410 à \$87,410 ; les écoles normales ont coûté \$48,000, au lieu de \$43,000 ; le Conseil de l'Instruction Publique \$2,500.00 au lieu de \$2,000 ; le fonds